



QUOI DE NEUF?

NOUVELLES DE LA FONDATION HIRONDELLE | NUMÉRO 26 | MAI 2009



L'Internet, outil pacificateur ?

La fracture numérique est déjà une vieille affaire. Elle constitue, on le sait, un lourd handicap au développement. Mais elle a des effets encore plus pervers lorsque le sous-équipement informatique touche des pays en conflit violent.

Dans un pays en guerre, ou dans un pays au régime autoritaire ou totalitaire, celui qui a accès à l'Internet accède à une pluralité d'informations et d'opinions. Cela lui permet de relativiser la propagande. L'Iran, à travers sa bourgeoisie urbaine, illustre bien l'intérêt de cette fenêtre ouverte du citoyen sur le monde. Mais l'usage de l'Internet comme outil de travail pour la presse est tout aussi déterminant. Dans une large partie du continent africain, les images, les sons, les textes circulent à une lenteur désespérante entre rédactions, pour autant qu'ils circulent. Cela paralyse l'information, mais aussi la publicité, et donc le développement économique des médias. Cette fracture aggrave ainsi l'isolement des populations victimes des conflits, fléau majeur dans l'obscurité duquel se commettent les crimes.

Malgré l'accroissement de la demande internationale pour les liaisons satellites, c'est à terre, dans la distribution locale, que se posent les principaux problèmes. Des entrepreneurs, sur place, même en zones de conflits, ne demandent qu'à devenir opérateurs. Les risques existent, les chances de succès aussi. Investir dans les équipements numériques, c'est parier sur la capacité pacificatrice de l'un des leitmotivs des démocrates : la libre circulation des idées et de l'information.

Jean-Marie Etter
Président de la Fondation Hironnelle



© Tugela Ridley/IRIN

Fracture numérique: rien n'est encore gagné

La fracture numérique entre le Nord et le Sud perdure, malgré le développement de grandes autoroutes numériques de l'information dans certains pays du sud. Pour les médias, la transmission des informations, l'échange de musiques ou de reportages, l'activité publicitaire en ressentent durement les conséquences.

Les médias qui travaillent en Afrique, c'est le cas notamment de la Fondation Hironnelle, sont confrontés au problème de l'accès à des liaisons internet à haut débit. Seules les télévisions d'Etat échappent parfois à ce problème. Les radios ont besoin du haut débit pour l'utilisation de leurs outils professionnels, qu'il s'agisse de transmission immédiate de sons, de mise à disposition des auditeurs des programmes radio en direct sur internet, de communication au sein d'un réseau de radios ou encore d'échange de services, comme de l'archivage en ligne.

Toutes les radios du monde passent aujourd'hui par des outils de transmission numérique. Alors qu'en Occident, on est habitué à l'immédiateté de l'information et de la communication, celle-ci n'est pas garantie en Afrique. Elle dépend de la qualité de l'accès au réseau Internet au moyen des diverses technologies disponibles.

Dans la plupart des pays sub-sahariens jusqu'à l'Afrique du Sud, les réseaux de communication restent moins développés

qu'en Occident et beaucoup de liaisons à l'Internet proposées sur le marché n'offrent que du faible débit. Cela prend beaucoup de temps pour échanger des sons ou des données. Or, dans un média de l'instantané comme la radio, perdre du temps, c'est perdre de l'efficacité.

Certes, il reste possible de louer directement une liaison par satellite pour son usage exclusif, mais les coûts restent très élevés, trop élevés pour pratiquement tous les médias africains. C'est particulièrement cher lorsque cette liaison par satellite ne les limite pas dans un rôle de récepteur de données, de sons, d'émissions radio, mais qu'elle leur offre également la possibilité d'envoyer, d'échanger, d'accéder elles-mêmes à l'Internet.

La situation actuelle paralyse le développement de l'activité des médias au Sud. L'existence de réseaux de communication à haut débit, financièrement accessibles, est la condition des échanges d'information entre pays du Sud et avec ceux du Nord. Des solutions se dessinent.

Le haut débit, c'est quoi ?

Le haut débit fait référence à une capacité d'accès à Internet. Sa définition n'est pas réglementée et varie considérablement selon les pays. Pour l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économique, c'est un débit supérieur à 256 kilobits par seconde. On parle généralement de haut débit au niveau du lien final entre l'abonné et le réseau.

Les contenus échangés sur le réseau peuvent être des données écrites, de la voix, du son, des images, de la télévision, du film, des contenus multimédia et autres. Plus le contenu est riche, plus il est lourd à transporter, et plus il faudra de capacité de débit pour pouvoir passer cette information.

Un E-mail ne représente presque rien en termes de débit ; un document écrit non plus. Du son est déjà plus lourd à transporter. Des images beaucoup plus, et des images animées encore plus. Et lorsqu'on veut offrir de l'interactivité dans les données transmises par internet, les capacités de débit nécessaires deviennent encore plus importantes. C'est le cas par exemple en radio pour le streaming, le transfert de données en continu qui permet aux auditeurs d'écouter les programmes radio sur internet.



Christopher Herwig/ UN Photo

A chaque projet média sa technologie numérique

La tendance des offres technologiques pour les médias s'oriente vers l'échange et le partage de services à distance. Cela est possible pour autant que le média soit relié à un réseau haut débit qui fonctionne. Entretien avec Frédéric Pitard, fondateur et directeur associé de labradio, expert conseil dans les technologies médias, par Dominique Jaccard.

Dominique Jaccard : Les accès au haut débit ne sont pas aussi développés au Sud qu'au Nord. Où se situe le problème, technologiquement ?

Frédéric Pitard : Plusieurs technologies existent pour transporter des contenus : satellite, câble, téléphonie. Techniquement, il est possible de recevoir et d'envoyer de partout n'importe quelles données, sons ou images. C'est possible même en plein désert, avec une valise de transmission par satellite. Le problème est le coût, qui limite aujourd'hui l'usage de ces transmissions à des contextes bien précis.

Le développement d'un accès généralisé et économique au haut débit implique une coordination à plusieurs niveaux : celui de l'Etat ou d'un groupe privé qui investit pour assurer au pays ou à une région une connexion au réseau Internet; celui des opérateurs qui doivent disposer de bandes passantes suffisantes et d'une offre commerciale adaptée au marché local ; et celui du lien final entre l'opérateur et l'adresse de l'utilisateur qui doit également disposer d'une connexion lui permettant d'utiliser l'infrastructure haut débit mise en place. Beaucoup de pays africains ont engagé des projets de développement des réseaux haut débits, notamment dans les capitales, les grandes villes ou entre celles-ci, pour disposer de connexions

internet suffisantes pour échanger des contenus. Mais les possibilités d'accès au haut débit et aux avantages qu'il offre varient d'un pays à l'autre. Ainsi, pour chaque projet média, le contexte sera déterminant pour le choix d'une technologie qui soit la plus économique et qui corresponde aux besoins de transport de données du projet.

DJ : Quelles nouvelles perspectives l'accès au haut débit offre-t-il aux médias ?

FP : Pour des projets qui se déploient dans tout un ensemble de pays, il deviendra beaucoup plus avantageux d'accéder à des services à distance plutôt que de mettre en place localement les équipements nécessaires. Assurer, par exemple, l'archivage sonore de plusieurs radios, en achetant et installant sur chaque site un ou plusieurs serveurs a un coût, auquel s'ajoutent les logiciels, les mises à jour, les compétences humaines pour la maintenance. Or, techniquement, il est possible aujourd'hui de centraliser des données et de faire en sorte que l'on puisse s'y connecter de façon simple. Au lieu de tout installer partout, les utilisateurs n'auront plus qu'un petit PC connecté sur le réseau ; on télécharge à distance les logiciels, l'utilisateur n'a rien à installer chez lui. Mais pour que ce soit possible, il faut créer des réseaux haut débit qui fonctionnent.



Sierra Leone/Photo JC Capt

La souris, le clic et le sablier

La Fondation Hironnelle est aussi confrontée au problème de l'accès aux liaisons haut débit. Entretien avec Yves Laplume, délégué éditorial à la Fondation Hironnelle, par Dominique Jaccard.

Dominique Jaccard : En quoi la fracture numérique freine-t-elle concrètement le travail de la Fondation Hironnelle?

Yves Laplume : Nous rencontrons ce problème à plusieurs niveaux. Sur le terrain, nous pourrions par exemple avoir beaucoup plus de souplesse avec des accès internet à haut débit pour monter un réseau de correspondants. Les correspondants, après avoir enregistré leur reportage sur un appareil numérique, pourraient transférer le son par internet pour une diffusion dans le prochain journal d'information de la radio, tout en gardant une qualité sonore de niveau professionnel.

Il y a aussi le problème de la communication par messagerie, l'Email, si utile, mais si lente en Afrique qu'elle en décourage l'utilisateur.

Il y a également la question de la communication entre le siège de la Fondation Hironnelle à Lausanne et ses radios, ou entre les réseaux de radios, et des radios partenaires éparpillées dans un pays. Aujourd'hui, beaucoup de gens dans le monde se téléphonent par leur ordinateur. C'est très bon marché et efficace, mais cela marche encore très mal en Afrique.

Les archives sonores sont la mémoire d'une radio et souvent celle d'un peuple. Elles sont essentielles. Mais comment les conserver, les échanger au sein d'un réseau, sans accès Internet haut débit? Or, ces liaisons n'existent pas.

DJ : Existe-t-il aussi un frein au niveau des sites internet de ces radios ?

Y.L. : Oui. Sur un site, il faut pouvoir mettre de l'écrit, mais aussi du son et des images. Et les images, c'est très lourd à transporter, cela nécessite du haut débit. Nous voulons aussi diffuser la radio en direct sur les sites web, en streaming. Cela représente pour nous des centaines de milliers d'auditeurs supplémentaires dans le monde. Ces liaisons sont lourdes en capacité de débit numérique. Pour cela, il faut louer une liaison satellite à large bande. C'est ce que nous faisons pour Radio Okapi en RDC ou Miraya FM au Soudan. Mais nous ne recevons pas les moyens financiers de le faire pour Radio Ndeke Luka en Centrafrique, par exemple. Par conséquent, là, on envoie sur une ligne internet bas débit des fichiers sons qui passent en général la nuit, lorsque le réseau est moins encombré.

Une solution semble se dessiner avec des opérateurs téléphoniques qui nous font des offres de parts de montée satellite permettant de la rediffusion ou du streaming. La téléphonie mobile est un marché en pleine expansion en Afrique. Les opérateurs sont intéressés à y intégrer des médias car cela leur permettrait d'offrir aussi des contenus. Ce qui est déjà courant en Occident ne fait que démarrer là-bas. L'objectif est de pouvoir écouter les journaux de RNL par exemple sur un téléphone portable. Le seul problème : écouter la radio sur son mobile coûte de l'argent à celui qui écoute et en rapporte à l'opérateur, mais aussi à la radio, puisque dans ce cas, la radio passe un contrat de fourniture de service.

Le projet d'une radio de la paix en Terre Sainte prend corps.

Son nom : Radio Al Amal, ce qui signifie Radio de l'Espoir en arabe. Il ne manque plus que l'appui financier de donateurs pour créer cette radio d'information indépendante à Bethléem. Fruit d'un partenariat entre la Fondation Hironnelle et la « Hope Flowers School », la radio sera installée dans le Centre pour le Développement éducatif et communautaire que gère également cette école à Bethléem.

Radio Al Amal aura pour mission de fournir un service de nouvelles et d'information professionnelles et impartiales à toute la population des Territoires palestiniens, couvrant également une partie d'Israël, de la Jordanie et du Liban. Les informations seront diffusées à 80% en arabe et 20% en hébreu. La radio veut également être un lieu de débat entre les communautés et à l'intérieur des communautés sur les sujets qui les concernent, ainsi qu'un lieu de dialogue entre les autorités et la population des Territoires palestiniens, creuset d'un futur pacifique pour la région.

Radio Al Amal veut aussi créer des ponts avec les Israéliens, leur offrant un espace neutre où être entendus et leur fournissant une information crédible sur ce qui se déroule dans les Territoires palestiniens. Les programmes de Radio Al Amal seront aussi disponibles sur son futur site internet et accessibles de partout



Photo: Mohammed Omer

Radio Ndeke Luka honorée

Le Président centrafricain François Bozizé a rendu visite le 3 mai à Radio Ndeke Luka, à Bangui, à l'occasion de la Journée Internationale de la Liberté de la Presse. C'est une étape dans les relations entre le pouvoir et la presse. Par Sylvie Jacqueline Panika Benguere, Directrice intérimaire de RNL.

Depuis sa création en 2000, c'est la première fois que Radio Ndeke Luka reçoit la visite d'une personnalité centrafricaine de ce rang. Le Président Bozizé avait choisi de commémorer ce 3 mai avec trois organes de presse centrafricains: Radio Ndeke Luka, la Maison de la Presse et des Journalistes ainsi qu'une Radio culturelle.

Les relations entre le pouvoir et la presse ne sont pas au beau fixe en Centrafrique. Les entraves à l'activité de la presse ont été débattues en 2007 lors des premiers Etats généraux des médias, mais le comité de suivi mis en place piétine. La visite du Président Bozizé s'inscrit aussi dans une perspective politique: il entend briguer un second mandat lors des échéances électorales de 2010.

Vers 12h, Radio Ndeke Luka est sous surveillance de la Garde Présidentielle. Tous les

coins de la radio ont été passés au peigne fin. A 14h, les invités commencent à arriver: parmi eux, le Premier ministre, le Ministre d'Etat à la communication, l'ambassadeur des Etats-Unis, les représentants des Nations Unies, le Président du haut Conseil de la Communication. Viendra, viendra pas, c'est un peu le doute... Vers 15h, il arrive, en tenue décontractée.

Au cours de la rencontre, le Président Bozizé s'est dit impressionné par le travail accompli par Radio Ndeke Luka, et par son professionnalisme. Après la visite des locaux, il a notamment déclaré: « même si RNL ne m'aime pas, je suis aujourd'hui chez elle et je reviendrai dès qu'elle m'invite ». Le Président a également exhorté Radio Ndeke Luka à en faire davantage pour la consolidation de la paix et pour aider les Centrafricains.



Visite du Président Bozizé à Radio Ndeke Luka/FH Photo

Cadeau présidentiel

A l'occasion de la Journée Internationale de la Liberté de la Presse, le 3 mai, le Président de la République centrafricaine a rendu visite à trois institutions médiatiques, dont Radio Ndeke Luka.

Comme il est souvent de coutume lorsqu'un Président reçoit la presse, ou, ce qui est plus rare, lui rend visite, François Bozizé a fait remettre solennellement au palais présidentiel une enveloppe à Radio Ndeke Luka. Dans l'enveloppe se trouvaient deux millions et demi de francs CFA, l'équivalent de cinq mille dollars, un très beau cadeau. Mais les règles de la Fondation Hironnelle sont claires: une Rédaction, ou des collaborateurs de la radio, ne peuvent pas recevoir de cadeaux. Et Radio Ndeke Luka ne peut recevoir de contribution financière que de la part de ses donateurs officiels. En l'honneur de la liberté de la

presse que voulait célébrer le Président, ce cadeau servira au réseau des radios de la démocratie en Centrafrique. Il regroupe 15 radios dont Radio Ndeke Luka, la radio nationale, les radios locales et des radios confessionnelles catholiques. Une convention signée avec le réseau précisera que le fonds présidentiel servira à de la formation à la gestion des crises locales par les radios de proximité, et peut-être aussi à une étude qualitative d'auditoire dont toutes ces radios ont besoin sans avoir les moyens de la réaliser. Un justificatif précis des dépenses sera établi et mis à la disposition du Président Bozizé.

Justice internationale : la nécessité d'informer

La justice internationale s'est développée au cours des dernières années, progressant dans la lutte contre l'impunité de crimes perpétrés contre des populations entières et l'atteinte aux droits humains. En juillet 2002, la Cour Pénale Internationale, première juridiction au monde autorisée à juger de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre perpétrés où que ce soit dans le monde, était créée. A ce jour, la CPI mène des enquêtes dans quatre cas, liés à l'Ouganda, à la République démocratique du Congo, au Darfour et à la République centrafricaine. Mais un fossé sépare la justice internationale des populations qu'elle entend servir, très peu informées des processus judiciaires internationaux en cours.

Pour répondre aux besoins des populations, en particulier celles qui ont été victimes de tels crimes, d'être informées et de comprendre les rouages et les enjeux de la justice internationale, la Fondation Hironnelle va créer une Agence de presse sur la Justice Internationale. Dans un premier temps, son objectif sera de fournir une information accessible sur les travaux de la Cour Pénale Internationale à La Haye, aux Pays-Bas, à l'intention des habitants de la RDC et de Centrafrique, concernés au premier chef par les procès de la CPI en 2009.

Impressum

Quoi de Neuf?
Publication trimestrielle
de la Fondation Hironnelle

Rédactrice responsable:
Dominique Jaccard

Avenue du Temple 19 C
1012 Lausanne, Suisse

www.hironnelle.org
info@hironnelle.org
Téléphone: +41 21 654 20 20
Télécopie: +41 21 654 20 21

CCP 10-16329-8 Lausanne